

BAZOOKA

Le plus fort contre
le plus juste

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Les analystes qui disent que la résolution 1701 adoptée hier est un compromis entre la France et les Etats-Unis ont bien raison. Rien de clair pour ce qui est des demandes libanaises. La résolution reste vague sur les Fermes de Chabaa et les cartes des mines israéliennes au Liban et sur le retrait des forces israéliennes. Par contre, elle est ferme et limpide sur la restitution des deux soldats capturés sans conditions et sur le droit d'Israël à... se défendre. Bref, Israël peut continuer à pourchasser les combattants du Hezbollah en attendant l'arrivée des renforts de la FINUL qui n'arriveront que lorsque Israël aura décidé qu'elle a terminé son travail de «nettoyage». Il s'agit bien d'un nouveau mandat donné à Israël et, cette fois-ci, il est officiel et universellement admis : combattre le Hezbollah pas la population civile.

Le compromis entre Français et Américains est bien là : contraindre Israël à plus de discernement dans l'accomplissement de la mission qui lui a été tacitement conférée, la contraindre à faire le boulot d'élimination du Hezbollah sans le salir par le bombardement des civils et les massacres qui ont affaibli les alliés internes de la France et des Etats-Unis au prétexte que la terreur allait modifier l'opinion libanaise et la retourner contre le Hezbollah. Bref, les Français aidés par les Arabes ont réussi à expliquer aux USA et à les convaincre que cette façon de mener la guerre était désastreuse. Ce n'est pas rien compte tenu de l'aveuglement idéologique et religieux de Bush et de son administration et de la culture de la vengeance des sionistes.

Dans la meilleure des figures nous allons nous retrouver en présence de combats terrestres contre les combattants libanais et un allègement significatif des bombardements israéliens avec une arrivée massive de l'aide humanitaire que Solana, le cynique, appelle de l'amitié pour le peuple libanais après son soutien sans réserve aux buts de guerre israélo-américains dont il n'a regretté que les méthodes fascistes. Si en acceptant cette résolution le gouvernement libanais arrive à obtenir l'arrêt des massacres et des bombardements contre les villes et villages et à contenir Israël dans les limites entre combattants ce sera quand même un tournant dans cette guerre. Car il s'agit bien de la continuation de la guerre, Israël l'a bien compris en engageant de nouvelles forces et en parlant encore d'un certain temps mais dans les conditions qu'elle rêvait.

M. B.

PERISCOPE

le soir periscoop@hotmail.com

Le Soir d'Algérie - Dimanche 13 août 2006 - Page 2

L'UNIVERSITE DU RCD

Le parti qui avait introduit, au début des années 1990, le concept de l'université d'été "politique" dans notre pays, le RCD, a choisi une commune balnéaire de la wilaya de Boumerdès pour organiser son conclave estival, prélude à la prochaine rentrée sociale. Ce serait une occasion pour le RCD, "qui avait choisi en cette période de manque de visibilité politique", pour reprendre les termes d'un proche du docteur Sadi, le silence comme moyen de communication, de s'exprimer sur des thèmes politiques, économiques et sociaux intéressant le pays.



Un gardien sous les verrous



Il y a quelques jours, il a été fait état dans cette page de la libération, par erreur, par les gardiens de la prison de Bordj-Menaïel, d'un homme qui venait d'être condamné à deux ans de prison ferme par le tribunal de la même ville.

Impliqué par les résultats d'une enquête, un officier des gardiens de la prison de Bordj-Menaïel a été placé sous mandat de dépôt. Il est soupçonné d'avoir délibérément facilité l'évasion du condamné lequel se serait constitué prisonnier après une semaine de fuite.

Chantage à la presse



L'affaire du surveillant médical de la polyclinique de Beni-Amrane, qui a écopé d'une sanction disciplinaire pour avoir aidé une dame à accoucher à domicile, continue de défrayer la chronique. En effet, au mois de juillet dernier, les autorités locales et le directeur de la santé de la wilaya de Boumerdès avaient décidé de lever cette sanction. Mais voilà, ce surveillant médical n'a toujours pas été réintégré car la direction du secteur sanitaire de Thénia a exigé qu'il publie un écrit dans lequel il déclare se démarquer des articles de presse qui ont rapporté ses déboires.

Barrages et spéculations

Les Algérois ont remarqué une multiplication, sans précédent, du nombre de barrages routiers de la police au centre de la capitale.

Ce qui, naturellement, n'a pas manqué de pousser les Algérois à établir un lien entre ce redéploiement et la récente recrudescence des attentats à la bombe à l'est de la capitale.



le HIC

lehic.dz@hotmail.com

SUITE À UN MALAISE
L'ANCIEN PRÉSIDENT CHADLI BENDJEDJID
ÉVACUÉ À L'ÉTRANGER

